

« LA CITOYENNETÉ EST INDISSOCIABLE DE LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS »

Jean-Christophe Parisot

Cloué depuis l'âge de 10 ans sur un fauteuil roulant, militant inlassable des droits des handicapés, passé par l'action politique – il a présenté deux fois sa candidature à l'élection présidentielle –, Jean-Christophe Parisot (PES 89), sous-préfet chargé de la cohésion sociale et de l'égalité des chances pour le Languedoc-Roussillon, vient d'être nommé préfet hors cadre chargé d'une mission sur l'exclusion. Il nous livre sa vision des inégalités et les remèdes qu'il préconise pour les réduire. Rencontre avec un homme remarquable.

Quel regard portez-vous sur les inégalités en France ?

Afin de ne tomber ni dans des effets de mode, l'autosatisfaction ou les uniques mesures symboliques, il faut commencer par s'interroger sur la façon dont on pose la question des inégalités. Il ne peut y avoir de bonne analyse ou d'objectif pertinent à atteindre que si les critères de compréhension sont élaborés dans un dialogue avec les acteurs de terrain. La recherche de l'égalité doit se penser à travers la notion de justice face à des enjeux sociétaux bien compris. L'action publique, en

matière d'inégalités, est confrontée aujourd'hui à trois enjeux fondamentaux : la nomadisation, la globalisation et la moralisation de l'action publique.

La nomadisation d'abord. Le XXI^e siècle est celui des migrations de populations. Il est aussi celui d'un changement de représentation du monde. Toute notre vie – études, vacances, configuration de la famille – devient nomade – on quitte la stabilité pour le changement. On ne peut plus concevoir la société comme un bloc géographique, avec des strates de population, des représentations monolithiques. Ce phénomène impacte la question des inégalités qui ne peut plus être abordée comme il y a quinze ans.

La globalisation ensuite. Les pouvoirs publics ne regardent plus les territoires comme autrefois. On parle d'inter-régions, on ne peut plus se penser comme des isolats géographiques. L'action publique est nécessairement inspirée d'une lecture des événements individuels dans un récit global. L'approche de la question des inégalités rend primordial le rôle de l'État qui doit être non seulement arbitre mais fournir des éléments de lecture que ne peuvent apporter les collectivités locales ou les territoires restreints.

Enfin, la moralisation de l'action publique. On voit émerger un discours qui stigmatise l'inégalité des chances, ce qui est en soi une bonne chose. Mais attention à ne pas tomber dans une forme d'angélisme réparateur qui se satisferait de quotas – qui ont quelque part quelque chose de puéril. On accepte ainsi que l'administration ou des entreprises publiques paient une amende quand elles ne respectent pas les quotas pour travailleurs handicapés. Il est scandaleux en soi de s'exonérer par de l'argent d'une obligation morale. Accepteriez-vous qu'une entreprise fasse un chèque pour ne pas employer de noirs ou de femmes ? Une telle pratique sera inacceptable dans quelques décennies. Il faut se situer dans une perspective historique des inégalités. À partir de là on peut commencer à explorer des pistes menant à une vraie réflexion.

Quelles sont pour vous ces pistes menant à une vraie réflexion sur les inégalités ? Il faut essayer de définir les objectifs du vivre ensemble. La citoyenneté est indissociable de la lutte contre

Quelles sont pour vous ces pistes menant à une vraie réflexion sur les inégalités ?

Il faut essayer de définir les objectifs du vivre ensemble. La citoyenneté est indissociable de la lutte contre



© Manuel Braun

les inégalités, mais elle prend des formes très variables qui s'inscrivent dans une chaîne. Par exemple : on ne peut pas lutter contre les inégalités dans les études sans lutter contre les inégalités de l'accès au logement, aux transports, aux droits civiques, à l'évaluation d'un projet de vie. Cette chaîne doit être compréhensible. Elle n'a de sens que si les objectifs sont regardés dans une perspective de vie totale de l'homme, de la naissance à la vieillesse. Dans ce domaine, les pays anglo-saxons et scandinaves sont en avance sur nous, pays latins, dont la réflexion reste encore très sectorisée et confinée en catégories. En matière de politiques publiques, la transversalité s'apprend. Or, nous avons encore du mal à penser l'organisation de notre administration de façon horizontale. Nous avons besoin d'apprendre d'autres façons de faire vivre la cité.

Quelles politiques préconiserez-vous pour lutter contre les inégalités ?

J'ai la chance – ou la malchance – d'être à la fois acteur et spectateur. Or, j'ai constaté que notre République

n'a pas compris l'importance de la différence. La reconnaissance des compétences de chacun constitue cependant le principal vecteur de la croissance économique. Nous vivons dans une société de travail formatée par les Trente Glorieuses, qui exclut *de facto* les retraités, les handicapés, les mères de famille et tous ceux qui, dans l'imaginaire collectif, ne sont pas aptes à être employables, alors que des gisements fantastiques de création et de consommation existent dans ces personnes différentes.

Nous avons oublié que les personnes âgées, à mobilité réduite, à domicile, en association, possèdent une puissance d'imagination sous-utilisée et une grande capacité à trouver de nouveaux secteurs d'activité. Beaucoup de personnes qui ont décroché du système éducatif ont un potentiel incroyable à développer. Il

« ACCEPTER SON HANDICAP N'A RIEN À VOIR AVEC LE FATALISME DE CELUI QUI ACCEPTE SON CANCER. IL S'AGIT PLUTÔT D'UNE DÉMARCHÉ IDENTITAIRE QUI NOUS RAPPROCHE DE LA NÉGRITUDE AU SEIN DE LA RÉPUBLIQUE. »*

existe sur le terrain beaucoup d'énergies dévalorisées, dévaluées, démonétisées parce qu'elles ne sont pas diplômées. Il faudrait libérer ces énergies, réintégrer ces citoyens dans les circuits socio-économiques, inventer des façons nouvelles – à temps partiel, des micro-sociétés (voyez le succès phénoménal de l'auto-entrepreneuriat). Il ne s'agit pas de créer des entreprises avec des salariés, mais de donner des chances à ceux qui n'en ont pas eues. On pourrait gagner deux ou trois points de croissance...

« [POUR NOUS, HANDICAPÉS] FAIRE DES SITTINGS OU SE PRÉSENTER NE SUFFIT PAS. IL NE RESTE QU'UNE SOLUTION : DEVENIR DES TECHNICIENS, DES MEMBRES DE CABINET, DES HAUTS FONCTIONNAIRES, OSSEURS ET EFFICACES, POUR PRENDRE LES COMMANDES. »*

Cette mission de lutte contre l'exclusion, dont vous venez d'être chargé,

en quoi consiste-t-elle exactement ?

C'est une mission d'analyse et de proposition, d'audit, d'expertise de ces enjeux. Ma vie, entre le moment où adolescent j'ai failli vivre en centre fermé et maintenant où je me retrouve au sommet de la hiérarchie administrative, m'a, je crois, permis de savoir, par mon

expérience personnelle et par ma connaissance des dispositifs administratifs, ce qu'il faudrait faire.

Que faudrait-il faire ?

D'abord intégrer les jeunes sans avenir – les réconcilier avec les institutions de la République –, c'est d'ailleurs un peu ce que fait Sciences Po aujourd'hui. Il n'y a pas d'un côté les petits Blancs, fonctionnaires de l'ÉNA, à vie, aux profils monolithiques, stéréotypes de fonctionnaires issus des mêmes milieux, des mêmes circuits, et de l'autre côté une France populaire isolée dans la périphérie des villes, coincée entre deux alternatives, l'humiliation et le renoncement. Il faut sortir de cette spirale. Cette intégration passe par l'Éducation nationale. Il existe des attentes des familles, des jeunes, d'imaginer quelque chose de nouveau, de plus adapté. Je m'occupe des gens du voyage et des gitans. Ils ont développé des modes de vie intéressants à étudier et peut-être même à intégrer dans la société des sédentaires. Ils ont une faculté d'adaptation fabuleuse. On pourrait par exemple créer des écoles qui fonctionneraient en termes de sas. Des élèves ayant décroché de l'école y feraient un rapide bilan, avec trois semaines ou un mois de remise à niveau sur tel ou tel domaine. Ce ne serait pas une école punition, mais une école plaisir d'apprendre. Dans les prisons, 70 % des jeunes sont en situation d'illettrisme. Il faudrait leur redonner le goût d'apprendre, leur donner un métier, intégrer des professeurs dans l'institution pénitentiaire. J'ai vu des chantiers-écoles où l'on a obligé des jeunes qui avaient détruit leurs cellules à les réparer : ils ont appris à travailler et à respecter le travail des autres. Dans les quartiers difficiles, il faut restaurer l'image de la personne avec sa différence, avec son accord et non pas malgré lui.

Toutes ces idées sont très intéressantes. Mais n'éprouvez-vous pas une forme découragement devant les difficultés à mettre en œuvre ces réformes ?

Si nous ne faisons pas ces réformes par anticipation, nous serons obligés de les faire un jour sous la pression de la violence. Il faut mettre en valeur ce qui marche, les réussites. Sur le terrain, beaucoup d'initiatives restent souvent au stade expérimental. Nous ne devons pas rester des préfets-parapheurs, mais devenir des préfets tout terrain. Il faut changer la représentation du pouvoir. Nous ne sommes plus dans une société où le préfet était le prince de la République sur le plan local, mais dans une société qui a besoin que les responsables vivent au plus près du concret, des réalités.

Jean-Christophe Parisot, préfet des différences

Nous avons rencontré Jean-Christophe Parisot à la BNF, où il venait faire des recherches sur la vie politique française au XIX^e siècle. C'est en février qu'il a appris sa nomination de préfet hors cadre, chargé d'une mission sur l'exclusion.

Costume gris bien coupé, chemise blanche, foulard rouge en soie noué autour du cou pour cacher le tuyau qui le relie à son assistance respiratoire, il est arrivé dans son fauteuil électrique. Car, grande première en France, ce préfet élégant est tétraplégique. C'est à l'âge de 10 ans, raconte-t-il dans une autobiographie* bouleversante, humoristique, rageuse, impitoyable, admirable, qu'il a « foulé la planète Terre pour la dernière fois de sa vie », pour s'installer dans son premier fauteuil roulant, atteint, comme ses deux sœurs, d'une forme rare de myopathie. Est-ce l'influence de son ancêtre, le preux chevalier Bayard, ou de son grand-père,

handicapées ». Il sera donc un combattant et se donnera, malgré et à cause de la maladie, la souffrance, le handicap, les moyens de son combat. D'abord en faisant Sciences Po dont il garde des souvenirs contrastés (voir encadré page précédente). Puis, tout en étant le conseiller en communication et la plume de Gilles de Robien, en devenant un militant et un acteur politique inlassable de l'intégration des citoyens handicapés, « seule minorité à ne pas pouvoir se servir de la violence physique », dans la cité. C'est ainsi qu'il crée une petite association, la Ligue nationale des étudiants

l'intégration à la ville la plus mobilisée, crée le collectif des démocrates handicapés (CDH) pour « faire émerger une parole politique sans misérabilisme ». En 2002, il décide d'être

de la cohésion sociale et de l'égalité des chances pour le Languedoc-Roussillon, et, enfin, en 2012, préfet hors cadre, chargé d'une mission sur l'exclusion.

« Pour la première fois, Stark, le meilleur tailleur du corps préfectoral, a dû faire un uniforme de sous-préfet pour un homme assis. Je vais donc représenter la force, moi, le myopathe, immobile sur mon fauteuil roulant. »*

candidat à l'Élysée, et obtient l'appui de 16 maires. En 2004, il tente les sénatoriales, reçoit les suffrages de 56 grands électeurs dans la Somme et réunit 3,3 % des suffrages. « Je voulais qu'on reconnaisse les personnes handicapées comme acteurs de leurs vies. Et donc comme citoyens à part entière. » En 2007, il annonce à nouveau sa candidature à l'Élysée (36 parrainages de maires), et est intégré officiellement dans la haute fonction publique. Il est d'abord nommé délégué ministériel chargé du handicap au sein du ministère de l'Éducation nationale, puis sous-préfet, d'abord secrétaire général de la préfecture du Lot, puis chargé

À 16 ans, Jean-Christophe Parisot a rencontré Katia, descendante de huguenots réfugiés dans les Cévennes. Il l'a épousée à 22 ans. Ils ont quatre enfants. « Nous savons que ma maladie est évolutive, mais ignorant son évolution ultime, nous vivons le temps présent... Nous continuons à marcher comme deux nomades dans le désert brûlant. » Jean-Christophe Parisot a été également ordonné le plus jeune diacre permanent de France.

« Cette fragilité de mon être m'a donné un autre regard sur la vie. Je n'aurai jamais assez de jours pour entreprendre tous mes projets. »*

héros de la résistance, mort dans les camps de concentration, qui avait choisi, à 33 ans, de se faire arrêter par la gestapo, plutôt que de risquer de faire fusiller des otages ? Jean-Christophe Parisot est, depuis le lycée, persuadé que son destin est de « servir la France, par un appel à la résistance citoyenne ; d'ouvrir une voie politique, unique, singulière pour les personnes

handicapés, lance un mouvement de protestation contre l'inaccessibilité des TGV, fonde, soutenu par Nicolas Hulot, le Réseau H, chargé de décerner un trophée de

- Certains de vos collègues estiment que vous osez dire tout haut ce qu'eux pensent tout bas. Et que votre franc-parler, rare, leur fait beaucoup de bien.

Quand je rentre en réunion, il y a toujours un silence. Les gens m'observent. Dès que je commence à parler, la tension s'effondre. Mon histoire m'autorise à parler très directement aux personnes, sans barrières protocolaires. De ma faiblesse j'ai fait une force. Je leur demande de me parler franchement, sans fard. Les gens adorent. Cela permet de mettre de l'humour dans les réunions, de nous parler entre êtres humains. Ils en redemandent.

Pourquoi avez-vous choisi ce parcours de haut fonctionnaire, de militant, de politique, qui n'était pas forcément évident ?

Je crois profondément à la vertu de la vie en société. C'est en se confrontant à la différence que l'on progresse. J'ai toujours eu la conviction que le service de la collectivité rendait heureux profondément. Sartre disait « l'enfer, c'est les autres ». C'est la plus grande bêtise que j'ai entendue. Pour moi au contraire, le bonheur, ce sont les autres. Parce que en restaurant le lien social, en étant au contact de ceux qui ont des difficultés, on apprend la vie et le sens de la vie. Par mon parcours extraordinaire, j'ai compris très tôt l'enfermement sous toutes ses formes, culturel, économique, physique et psychique. Tous ces enfermements sont un terrain de lutte pour les temps modernes. Savez-vous qu'une personne de 80 ans sur trois ne parle qu'à

trois personnes par an ? Cette tragédie humaine ne fait aucun bruit en France. Par ailleurs, ma vie quotidienne me pousse à rencontrer des obstacles. On a trop robotisé, technicisé les relations humaines en déshumanisant l'essentiel, on est confronté à des montagnes de difficultés administratives, à des sommets d'absurdité, des usines à gaz ébouriffantes, je suis un militant de l'humanisation des procédures, des dispositifs.

N'avez-vous jamais eu l'impression d'être un sous-préfet ou un préfet alibi ?

C'est le risque à prendre, pour être pionnier en matière d'intégration, d'être perçu comme un alibi ; c'est pourtant la condition incontournable si on veut faire bouger les lignes. Pour changer le regard, il faut d'abord choquer les bien-pensants et les besogneux du déjà-vu. Je ne demande pas à être un exemple, mais au contraire un haut fonctionnaire banalisé !

Vous sentez-vous plus haut fonctionnaire, ou homme politique et militant ?

Le haut fonctionnaire est par définition un homme Politique, avec un grand P, il a le sens de la cité. Je suis un militant de l'impossible. Je suis un haut fonctionnaire juste un peu plus bas. Je suis un préfet ordinaire avec une vie extraordinaire.

Vous êtes également diacre.

Croire, c'est sortir du tragique. L'homme est assez grand pour penser la Terre comme le Ciel. ■

« LE GÉNIE DE L'HOMME VIENT DE SA CAPACITÉ À ACCUEILLIR LA DIFFÉRENCE. EN VIVANT TÉTRAPLÉGIQUE AVEC UNE TRACHÉO PLUTÔT QU'AU CIMETIÈRE, JE POURSUIS À MA MESURE L'ŒUVRE DE L'HUMANITÉ. »*



* Jean-Christophe Parisot, *Préfet des autres*, Desclées de Brouwer, 2011.